

L'avenir de Beaulieu fait à nouveau débat au plénum

Un centre de congrès et d'expositions est-il encore viable au centre de Lausanne? Les élus se le demandent

Alain Détraz

Faut-il encore conserver un centre de congrès et d'expositions au cœur de la Lausanne? En substance, c'est la question que commencent à se poser un certain nombre d'élus. Ils n'ont pas manqué de le faire en séance publique, mardi soir, au Conseil communal. Un an après le refus des Lausannois d'une tour sur le site de Beaulieu, les interrogations refleurissent. Un vieux démon qui surgit périodiquement depuis un quart de siècle.

Il y a quelques jours, l'annonce faite par l'exploitant du Palais de Beaulieu - le groupe MCH - qu'il allait se séparer de l'organisation de congrès a frappé les politiques. Après les 80 millions péniblement récoltés dans le canton en 2001, c'est 55 millions que les autorités publiques ont injectés en 2010. A l'époque, c'était le Parti socialiste qui, à Lausanne, avait posé la question de l'avenir du site. Mardi, ils ont renouvelé cette demande au Grand Conseil afin de «savoir quel est le véritable avenir possible» du Palais de Beaulieu. Au Conseil communal de Lausanne, c'est le PLR qui a lancé le débat.

Des doutes sur l'exploitant

Ce n'est pas encore une lame de fond qui menace de soulever le site. L'annonce de MCH est encore fraîche. N'empêche, la succession d'événements commence à peser lourd. Pendant la campagne précédant le vote sur Taoua, l'UDC avait exprimé des doutes sur l'intérêt d'une entreprise bâloise à



Daniel Brélaz a tenté de rassurer le Conseil sur l'exploitation du Palais de Beaulieu, non sans admettre certaines «erreurs» du passé. ARC/JEAN-BERNARD SIEBER

«D'autres villes ont réaffecté d'anciennes halles à d'autres usages et peut-être est-il temps d'y songer aussi»

Benoît Gaillard PS Lausanne

exploiter un site qui ne lui est pas profitable. Puis les Lausannois ont dit non à la tour et MCH a successivement matérialisé son retrait de l'exploitation du théâtre et, enfin, de l'organisation de congrès. En plus de ces derniers développements, les élus réalisent que la fin du contrat qui lie MCH à Beaulieu jusqu'en 2021 n'est plus si lointaine.

Auteur de l'interpellation lausannoise, le PLR Gilles Meystre se fait incisif. «La venue des Bâlois

ressemble plus à un marché de dupes qu'à une bonne affaire», lance-t-il. Plus sereinement, le PS et l'UDC se demandent si le site de Beaulieu peut encore vivre sur ses activités traditionnelles. «Ne faut-il pas songer à diversifier les activités de ce site?» questionnent Benoît Gaillard et Philipp Stauber. Un débat d'idées pourrait bien s'ouvrir, car il reste encore d'importants investissements à financer à Beaulieu, comme la réfection des halles nord. «D'autres villes ont réaffecté d'anciennes halles à d'autres usages et peut-être est-il temps d'y songer aussi», insiste Benoît Gaillard, président du PS lausannois. Logements, centre culturel ou d'autres encore: les idées ne manqueront pas.

Le syndic défend

Face aux élus, le syndic Daniel Brélaz a montré deux facettes. Critique, parfois. «Le passé n'est pas glorieux: MCH a fait des erreurs historiques sur certains salons, dit-il. Et leur gouvernance à dis-

tance (ndlr: depuis Bâle) a provoqué des départs multiples.»

Mais le syndic s'est surtout évertué à rassurer le Conseil. «MCH fait des déficits à Beaulieu mais, depuis un an, ils ont tiré le bilan de tout cela et se sont engagés à relever le défi avec les bons outils», estime Daniel Brélaz.

Des soupçons ont été exprimés face à une entreprise qui ne garderait que la partie rentable (les salons) en laissant le reste à la collectivité publique. «Le Beaulieu d'antan n'est pas aussi idyllique qu'on le croit, corrige le syndic. En 1997, la Ville payait déjà 4,6 millions de subventions directes.» Il ajoute que le centre de congrès a toujours été déficitaire. Un déficit de 2,5 millions que les belles années du Comptoir permettaient de gommer. Ainsi, Daniel Brélaz estime que le groupe MCH devrait redéployer une activité satisfaisante. «Mais il est certain que l'on ne mettra pas un franc dans la rénovation des halles nord tant que la sécurité du site ne sera pas assurée.»